

Etude juridique - Mise en place d'un produit d'épargne réglementée au profit de la CDEC du Cameroun et de la CDC du Gabon

Version finale

28 juillet 2025



The better the question. The better the answer. The better the world works.

Sommaire

1

- Introduction

2

- Cadre d'analyse

3

- Analyse des règles applicables aux mouvements de fonds des personnes vers un compte courant en Franc CFA

4

- Analyse des règles applicables à la création du produit d'épargne réglementée

5

- Conclusion

Chapitre 1

Introduction

1.1 Contexte

Contexte général

- Le projet d'étude juridique pour la mise en place de produits d'épargne populaire et d'épargne de la diaspora dans la zone CEMAC, impliquant la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) du Cameroun et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) du Gabon, s'inscrit dans un environnement économique marqué par des besoins de financement considérables
- Selon la CNUCED, l'Afrique nécessite environ 600 milliards de dollars par an pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) soit environ un tiers du revenu national brut des pays africains, dont près de 170 milliards de dollars pour le seul financement des infrastructures
- Face à cette réalité, les États africains, notamment ceux de la CEMAC, cherchent à renforcer la mobilisation des ressources intérieures et à diversifier leurs mécanismes de financement
- Parmi ces outils figure le modèle des Caisses des Dépôts et Consignations, qui constitue un instrument de financement alternatif, endogène et complémentaire
- La création de la CDEC en 2008 et de la CDC en 2010 vise à offrir des solutions de financement alternatives, en particulier pour la diaspora, qui représente un potentiel économique souvent sous-exploité

Contexte spécifique à la présente étude

- Afin d'accroître les ressources à leur disposition, la CDEC et la CDC ont émis le souhait de mettre en place un produit d'épargne réglementée ouvert aux résidents et aux non-résidents
- L'initiative de développer des produits d'épargne adaptés à cette population et aux épargnants domestiques répond à la nécessité d'optimiser la gestion des ressources et de promouvoir l'inclusion financière
- Ce produit aura également pour objectif de sécuriser l'épargne, de garantir une rémunération stable et contribuer au financement du développement national
- La CDEC et la CDC ont ainsi émis le souhait de bénéficier d'un appui financier pour une étude juridique (droit communautaire et droits nationaux)
- Pour répondre à cette requête, Expertise France, en lien avec le Consultant et avec l'appui technique de la CDC et le Forum CDC, est chargée de la mise en œuvre technique du projet

1.2 Quelques chiffres – Virements internationaux

- 196 086 transactions ont été traitées pour une valeur totale dépassant **6 162 milliards de Francs**

	Virements reçus		Virements émis		Ecart (reçus-émis)	
	Nombre	Valeurs	Nombre	Valeurs	Nombre	Valeurs
Cameroun	68 602	848 378 317 918	28 781	1 065 988 536 599	39 821	-217 610 218 681
Centrafrique	7 749	7 919 637 571	5 309	10 605 821 551	2 440	-2 686 183 980
Congo	13 871	742 132 847 772	20 064	555 625 402 457	-6 193	186 507 445 315
Gabon	14 559	656 821 244 204	7 483	1 402 634 696 411	7 076	-745 813 452 207
Guinée Equa	302	10 391 973 805	2 001	86 655 233 405	-1 699	-76 263 259 600
Tchad	14 802	404 814 610 493	12 563	370 259 347 716	2 239	34 555 262 777
Total	119 885	2 670 458 631 763	76 201	3 491 769 038 139	43 684	-821 310 406 376

Source : RAPPORT SUR LES
SERVICES DE PAIEMENT
DANS LA CEMAC EN 2022

- La transaction moyenne est 31 426 418 Francs CFA dont 22 275 169 pour les transactions entrantes et 45 823 139 pour les transactions sortantes

1.3 Quelques chiffres – Transmission de fonds (services de mandats de remises de fonds mis à disposition)

- La transmission des fonds hors de la CEMAC (ne faisant pas intervenir de compte soit du payeur, soit du bénéficiaire ou des deux - incluant le *Mobile Money*) a dépassé

1 130 milliards de Francs

B- Transactions internationales (hors zone CEMAC)		
	Nombre	valeur
Transfert d'argent reçus	2 455 842	371 193 357 487
- dont Afrique de l'ouest (CEDEAO)	138 499	29 686 795 473
- dont autres pays africains	88 277	27 115 600 504
- dont Union Européenne	1 256 136	201 455 148 575
- dont autres pays d'Europe	644 811	34 351 811 883
- dont Amérique du Nord	286 122	64 584 499 500
- dont Amérique du Sud	8 255	2 832 177 001
- dont Asie	27 207	9 097 757 338
- dont Océanie	6 536	2 069 567 214
Transfert d'argent envoi	812 918	759 282 929 301
- dont Afrique de l'ouest (CEDEAO)	407 253	153 479 485 907
- dont autres pays africains	90 390	71 304 563 782
- dont Union Européenne	184 785	305 656 830 034
- dont autres pays d'Europe	14 149	5 874 113 426
- dont Amérique du Nord	39 305	30 368 269 959
- dont Amérique du Sud	6 551	3 065 519 225
- dont Asie	70 138	189 345 153 213
- dont Océanie	349	188 993 755
Total	3 268 760	1 130 476 286 788

Source : RAPPORT SUR LES SERVICES DE PAIEMENT DANS LA CEMAC EN 2022

1.4 Quelques chiffres – Encours de la monnaie électronique

- Sommes détenues par les utilisateurs (porteurs et distributeurs) dans les comptes de porte-monnaie électronique

	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Cameroun	93 738 765 071	120 323 278 440	162 194 435 683	218 239 671 388	269 968 911 628
RCA	550 000 000	1 000 000 000	3 250 000 000	5 828 988 000	6 016 721 997
Congo	6 011 142 734	3 772 686 700	5 413 433 416	29 003 202 971	21 039 584 075
Gabon	22 417 369 345	25 907 171 311	29 557 843 555	45 904 624 194	35 710 709 021
Guinée Equatoriale		2246944	9 126 406	8 793 125	820 995 303
Tchad	3 016 564 924	2 163 598 528	3 632 261 160	8 994 717 091	6 074 822 117
TOTAL	125 733 842 074	153 168 981 923	204 057 100 220	307 979 996 769	339 631 744 141

Source : RAPPORT SUR LES SERVICES DE PAIEMENT DANS LA CEMAC EN 2022

- Ces chiffres montrent qu'il y a un début de thésaurisation à travers les comptes de paiement du mobile money, qui deviennent de véritables comptes de dépôt

1.5 Objectif de la présente étude

- L'objectif est de réaliser une étude juridique préliminaire de faisabilité d'un produit d'épargne réglementé, au regard du droit communautaire et des droits nationaux en vigueur et des principes préliminaires de structuration envisagée
- Après un rappel du cadre d'analyse, la présente étude répondra aux questions qui ont été posées par les parties prenantes au cours des réunions organisées dans le cadre du projet

Cadre d'analyse

2.1 Propos liminaires

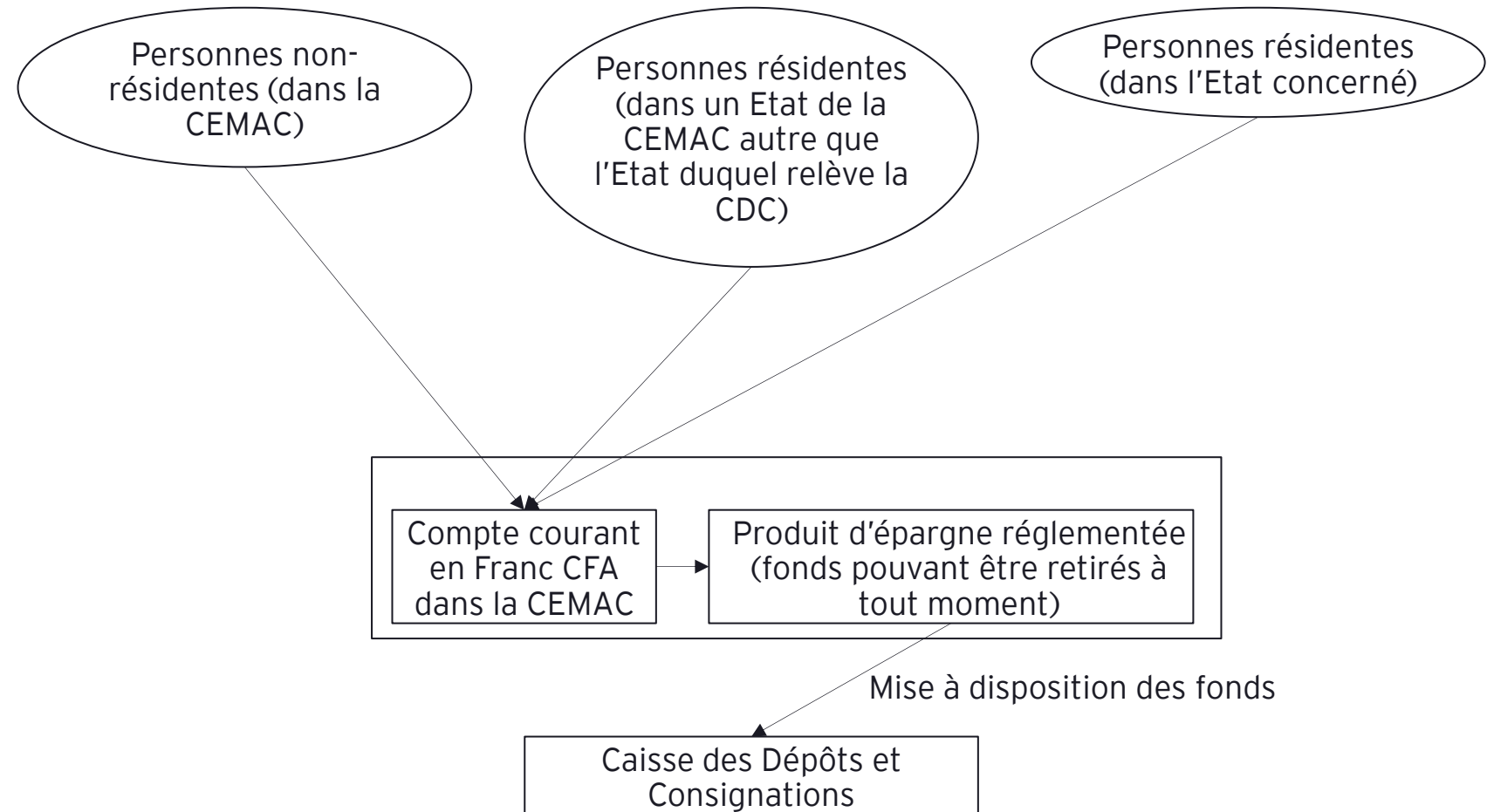
- **Premièrement**, nous comprenons qu'il n'existe pas de produit d'épargne réglementée au Cameroun et au Gabon
- **Deuxièmement**, nous comprenons de l'analyse des textes collectés que les produits d'épargne, réglementés ou non, ne font pas l'objet d'un encadrement spécifique, tant au niveau communautaire qu'aux niveaux nationaux
- **Troisièmement**, il convient de souligner qu'il a été porté à la connaissance du Consultant lors de la réunion de clôture le 31 juillet et après envoi de la version finale du rapport l'adoption de deux Règlements communautaires le 12 juillet 2025 :
 - Règlement n°01/25/CEMAC/UMAC/CM/COBAC du 12 juillet 2025 relatif aux conditions d'exercice et à la supervision de l'activité des caisses de dépôts et des consignations dans la CEMAC
 - Règlement n°02/25/CEMAC/UMAC/CM/COBAC du 12 juillet 2025 relatif au traitement des comptes inactifs et des avoirs en déshérence dans les livres des établissements assujettis à la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale

➔ Après une relecture du Règlement n°01/25 susmentionné pendant la réunion, les participants ont estimé que le Règlement n'avait pas d'impact sur le rapport, notamment concernant l'obligation de passer par des distributeurs, dans la mesure où l'article 3, alinéa 3 prévoit expressément que « *Il est interdit aux Caisses des Dépôts et Consignations de réaliser directement des opérations de banque au profit des particuliers* ». L'étude de l'impact de l'adoption de ces deux Règlements sur la mise en place d'un produit d'épargne réglementée devra, en tout état de cause, être précisément analysée dans le cadre d'une deuxième phase de structuration et de mise en place du produit d'épargne réglementée.

- **Quatrièmement**, nous attirons votre attention sur le fait que la présente étude a été réalisée sur la base des informations portées à notre connaissance au cours de nos échanges, des textes collectés et de notre compréhension de l'articulation des textes en vigueur

2.2 Principes de structuration du produit d'épargne réglementé envisagé

- Nous comprenons de nos échanges avec les parties prenantes que les principes de structuration du produit d'épargne réglementé peuvent être schématisés de la manière suivante :



2.3 Présentation synthétique de certaines notions

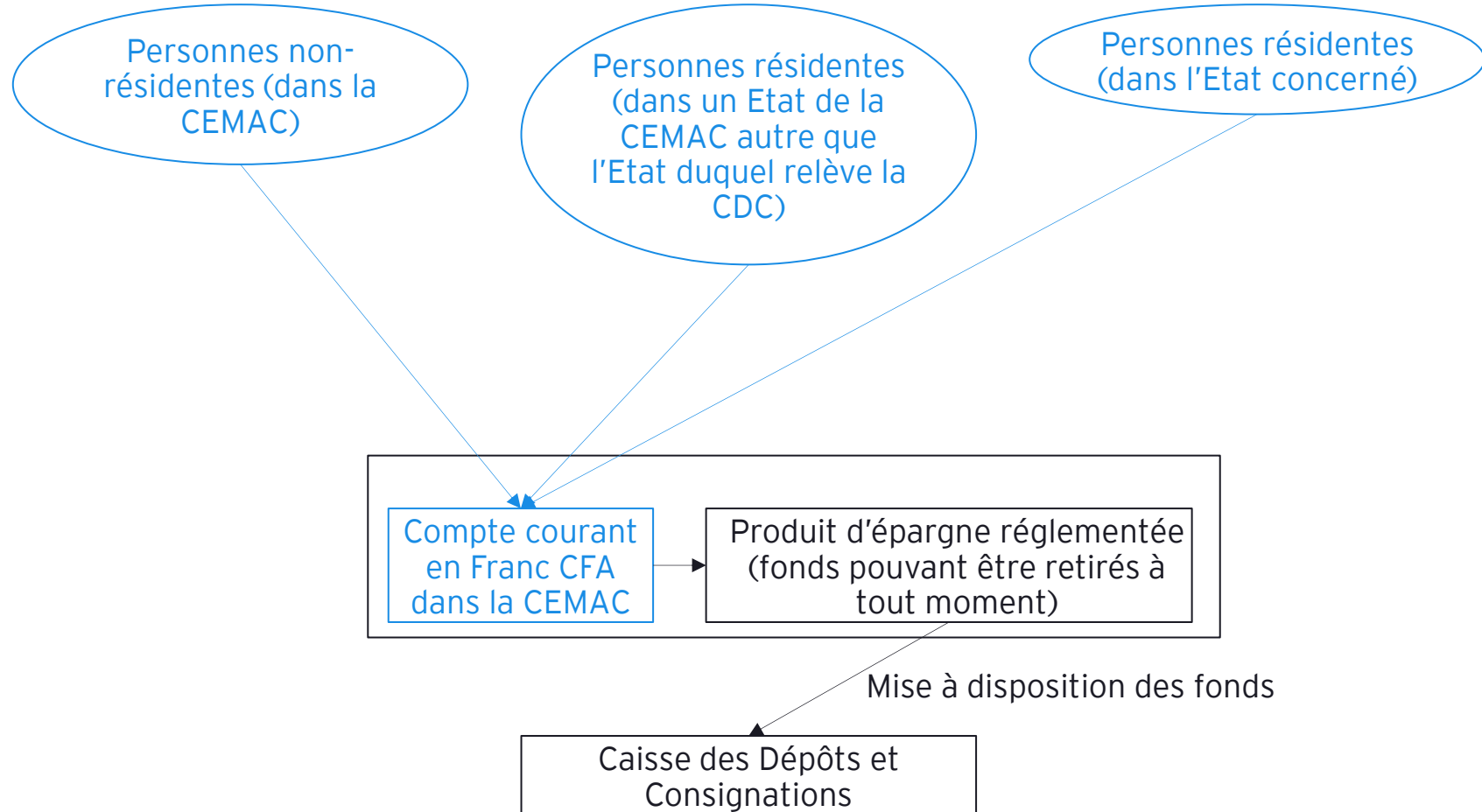
- A titre liminaire, l'étude présente de manière synthétique certains notions / structures pour une meilleure compréhension de l'étude
 - Présentation synthétique des notions d'établissement de crédit et d'opérations de banque
 - Présentation synthétique de la microfinance
 - Présentation synthétique du FOGADAC
 - Présentation synthétique de la CDC du Gabon
 - Présentation synthétique de la CDEC

2.4 Méthodologie de réalisation de l'étude

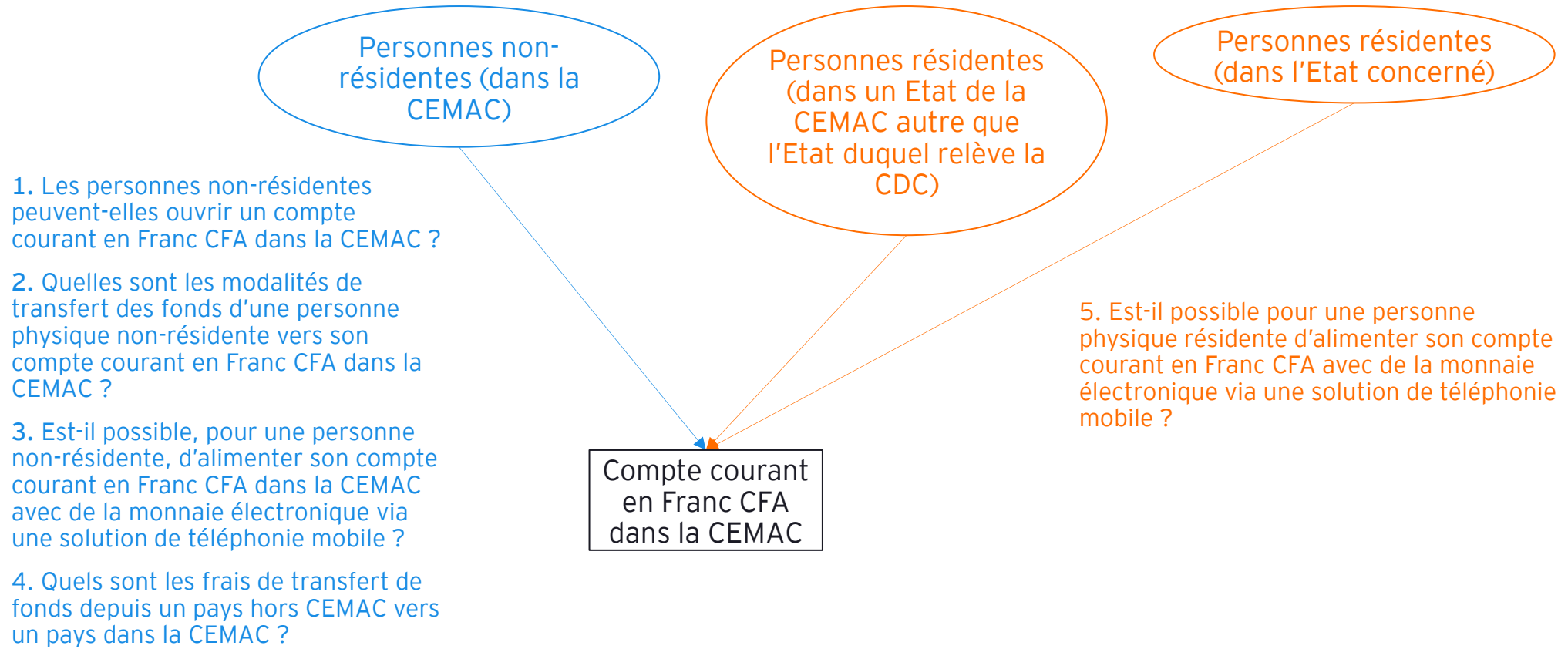
1. Echange avec les parties prenantes afin de mieux identifier leurs besoins, attentes et problématiques rencontrées
2. Organisation des données d'entrée sous forme schématique
3. Collecte exhaustive des textes communautaires et nationaux susceptibles d'être pertinents et analyse
4. Organisation des questions posées par les parties prenantes
5. Par rapport au schéma ci-dessus, les questions peuvent être organisées en deux grandes thématiques :
 - Les règles applicables aux mouvements de fonds des personnes vers un compte courant en Franc CFA
 - Les règles applicables à la création du produit d'épargne réglementé
6. Elaboration des réponses

Analyse des règles applicables aux mouvements de fonds des personnes vers un compte courant en Franc CFA

3.1 Les flux concernés par l'analyse (en bleu)



3.2 Les questions posées



3.3 Sur la 1^{ère} question

- Les personnes non-résidentes peuvent-elles ouvrir un compte courant en Franc CFA dans la CEMAC ?

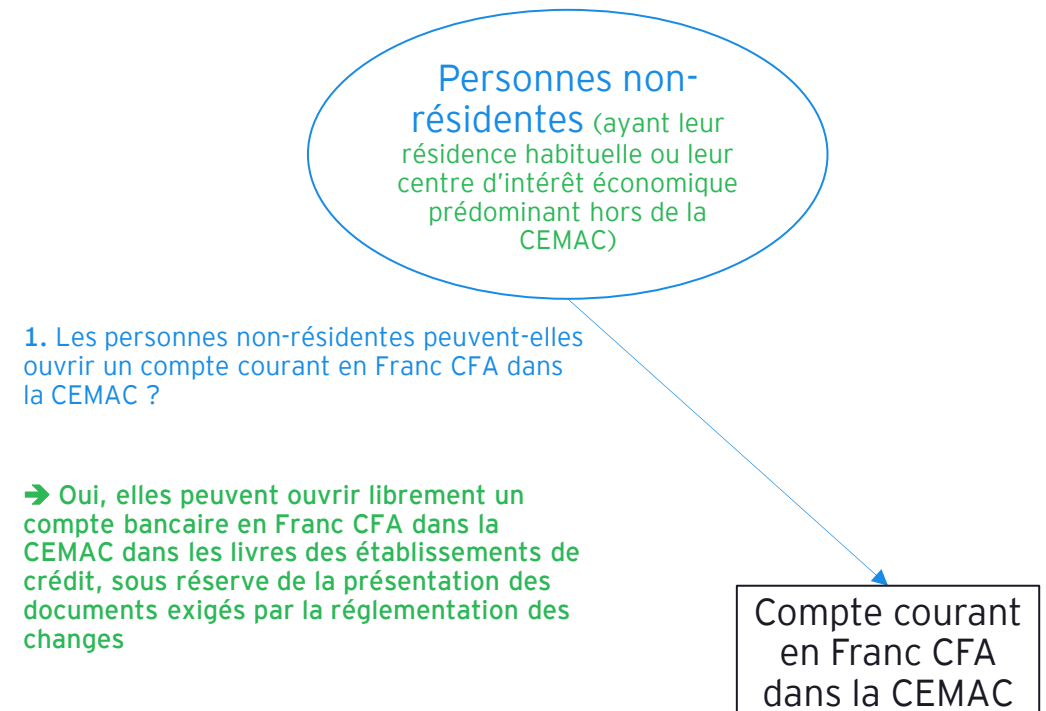
Règles pertinentes

- Article 51 du Règlement du 21 décembre 2018 portant réglementation des changes dans la CEMAC :

« Art.51.- L'ouverture de comptes de non-résidents en Franc CFA dans les livres des établissements de crédit est libre dans la CEMAC, sous réserve de la présentation des documents exigés par la réglementation des changes. »

- Le Règlement définit également les notions de « résident » et « non-résident »

Apports pour la structuration du produit



3.4 Sur la 2^{ème} question

- Quelles sont les modalités de transfert des fonds d'une personne physique non-résidente vers son compte courant en Franc CFA dans la CEMAC ?

Règles pertinentes

- Article 52 du Règlement du 21 décembre 2018 portant réglementation des changes dans la CEMAC :

« **Art.52.-** Les mouvements au crédit et au débit des comptes de non-résidents en Franc CFA sont libres, sous réserve du respect de la réglementation en vigueur. »

Il n'est néanmoins pas précisé si les mouvements visés incluent ceux impliquant une opération de change, c'est-à-dire une conversion du Franc CFA en une autre devise et vice-versa

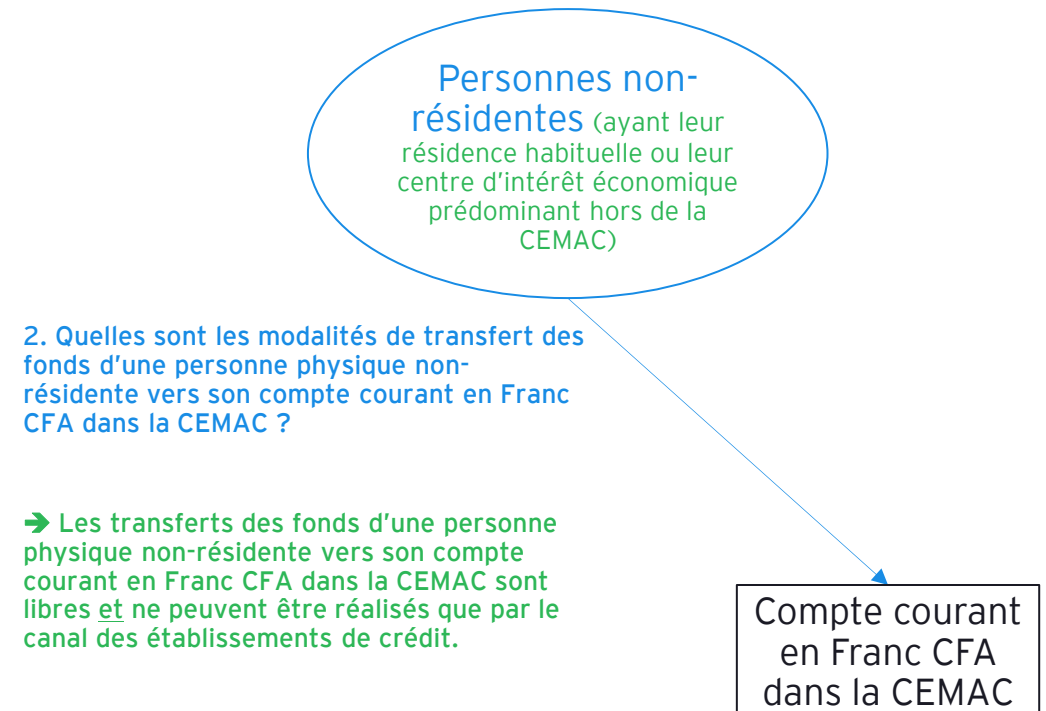
Compte-tenu de l'objet du Règlement, il est supposé que les mouvements visés incluent ceux impliquant une opération de change

- Article 30 du même Règlement :

« **Art.30.-** Les règlements des opérations avec l'extérieur sont effectués exclusivement par le canal des établissements de crédit. »

« avec l'extérieur » semble viser les flux sortant de la CEMAC. Mais il existe un doute sur le fait que cela vise également les flux entrant dans la CEMAC. Il est supposé que l'article 30 vise aussi bien les flux sortant de la CEMAC que les flux entrant dans la CEMAC.

Apports pour la structuration du produit



3.5 Sur la 3^{ème} question (1/6)

- Est-il possible, pour une personne non-résidente, d'alimenter son compte courant en Franc CFA dans la CEMAC avec de la monnaie électronique via une solution de téléphonie mobile ?
- 1^{ère} sous-question : Est-il possible, pour une personne non-résidente, d'alimenter son compte courant en Franc CFA dans la CEMAC avec de la monnaie électronique ?

La notion de monnaie électronique est définie à l'article 193 du Règlement du 21 décembre 2016 relatif aux systèmes, moyens et incidents de paiement, tel que modifié par l'article 86 du Règlement du 21 décembre 2018 relatif aux services de paiement dans la CEMAC :

*« **Article 193** : La monnaie électronique est une valeur monétaire stockée sous une forme électronique, y compris informatique ou numérique, représentant une créance sur l'émetteur, qui est émise à la valeur nominale contre remise de fonds, aux fins d'opérations de paiement qui est acceptée par une personne physique ou morale autre que son émetteur, sans faire intervenir de compte bancaire dans la transaction.*

Les conditions d'émission et gestion de la monnaie électronique sont définies par un texte particulier. »

➔ Le texte particulier évoqué n'a pas été identifié

3.6 Sur la 3^{ème} question (2/6)

- Est-il possible, pour une personne non-résidente, d'alimenter son compte courant en Franc CFA dans la CEMAC avec de la monnaie électronique via une solution de téléphonie mobile ?

Raisonnement en cascade à la lecture du Règlement du 21 décembre 2018 relatif aux services de paiement dans la CEMAC

La monnaie électronique est une valeur monétaire stockée sous une forme électronique, y compris informatique ou numérique, représentant une créance sur l'émetteur, qui est émise à la valeur nominale contre remise de fonds, aux fins d'opérations de paiement qui est acceptée par une personne physique ou morale autre que son émetteur, sans faire intervenir de compte bancaire dans la transaction.

↓

Opération de paiement : action consistant à verser, transférer ou retirer des fonds, indépendamment de toute obligation sous-jacente entre le payeur et le bénéficiaire, ordonnée par le payeur ou le bénéficiaire

↓

Ordre de paiement : instruction d'un payeur ou d'un bénéficiaire à un prestataire de services de paiement ordonnant l'exécution d'une opération de paiement

↓

Prestataire de service de paiement : établissement agréé qui fournit à titre de profession habituelle des services de paiement

↓

Services de paiement : l'émission, la mise à disposition ou la gestion d'instruments ou moyens de paiement ou l'exécution d'ordre de paiement, tel que défini à l'article 3 du présent règlement

3.7 Sur la 3^{ème} question (3/6)

- Est-il possible, pour une personne non-résidente, d'alimenter son compte courant en Franc CFA dans la CEMAC avec de la monnaie électronique via une solution de téléphonie mobile ?

Article 3 du Règlement

- *« Article 3- Sont des services de paiement, les activités suivantes, liées ou connexes à la mise à disposition ou à la gestion des moyens de paiement définis à l'article 12 du règlement n°03/16/CEMAC/UMAC/CM [« Instrument qui permet à toute personne de transférer des fonds en inscrivant le montant réglé au débit d'un compte ouvert dans les livres d'un établissement assujetti. Les moyens de paiement comprennent notamment : le chèque, la lettre de change, le billet à ordre, le virement, le prélèvement, la carte de paiement et la monnaie électronique »] :*
 - 1. les services permettant le versement et le retrait d'espèces sur un compte bancaire ou de paiement et les opérations de gestion y afférentes ;*
 - 2. l'exécution des opérations de paiement suivantes associées à un compte bancaire ou de paiement :*
 - a. les prélèvements, y compris les prélèvements autorisés unitairement ;*
 - b. les opérations de paiement effectuées avec une carte de paiement ou un dispositif similaire permettant de réaliser ces opérations ;*
 - c. les virements, ponctuels ou permanents ;*
 - 3. l'exécution des opérations de paiement suivantes associées à un crédit :*
 - a. les prélèvements, y compris les prélèvements autorisés unitairement ;*
 - b. les opérations de paiement effectuées avec une carte de paiement ou un dispositif similaire permettant de réaliser ces opérations ;*
 - c. les virements, ponctuels ou permanents ;*
 - 4. la mise à disposition d'instruments de paiement ou l'acquisition d'ordres de paiement ;*
 - 5. les services de transmission de fonds, ne faisant pas intervenir de compte soit du payeur, soit du bénéficiaire ou des deux ;*
 - 6. l'émission et la gestion de la monnaie électronique. »*

3.8 Sur la 3^{ème} question (4/6)

- Est-il possible, pour une personne non-résidente, d'alimenter son compte courant en Franc CFA dans la CEMAC avec de la monnaie électronique via une solution de téléphonie mobile ?
 - 1^{ère} sous-question : Est-il possible, pour une personne non-résidente, d'alimenter son compte courant en Franc CFA dans la CEMAC avec de la monnaie électronique ?
- ➔ **1^{ère} sous-réponse :** Il est possible, pour une personne non-résidente, d'alimenter son compte courant en Franc CFA dans la CEMAC avec de la monnaie électronique
- 2^{ème} sous-question : Est-il possible de procéder à cette opération via une solution de téléphonie mobile ?

3.9 Sur la 3^{ème} question (5/6)

- Est-il possible, pour une personne non-résidente, d'alimenter son compte courant en Franc CFA dans la CEMAC avec de la monnaie électronique via une solution de téléphonie mobile ?
- 2ème sous-question : Est-il possible de procéder à cette opération via une solution de téléphonie mobile ?

[Concernant l'agrément des prestataires de services de paiement] « **Article 26-** *Lorsque la fourniture d'un service de paiement est envisagée via une solution de téléphonie mobile, la BEAC s'assure que l'établissement ou son partenaire technique justifie d'une autorisation de l'organisme visé à l'article 19 du présent règlement pour l'usage de la technologie spécifique à ce service* [l'organisme public chargé des missions de régulation, de contrôle et de suivi des activités des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication de l'Etat d'implantation du prestataire de service de paiement]. »

[Concernant l'approbation de l'offre et de l'extension des activités des prestataires de services de paiement] « **Article 34-** *Lorsque la fourniture du service de paiement est envisagée via une solution de téléphonie mobile, la BEAC s'assure que l'établissement justifie d'une autorisation de l'organisme visé à l'article 19 du présent règlement pour l'usage de la technologie spécifique à ce service.* [l'organisme public chargé des missions de régulation, de contrôle et de suivi des activités des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication de l'Etat d'implantation du prestataire de service de paiement] »

➔ Il est donc possible recourir à une solution de téléphonie mobile

3.10 Sur la 3^{ème} question (6/6)

- Est-il possible, pour une personne non-résidente, d'alimenter son compte courant en Franc CFA dans la CEMAC avec de la monnaie électronique via une solution de téléphonie mobile ?
- 1^{ère} sous-question : Est-il possible, pour une personne non-résidente, d'alimenter son compte courant en Franc CFA dans la CEMAC avec de la monnaie électronique ?

➔ **1^{ère} sous-réponse :** Il est possible, pour une personne non-résidente, d'alimenter son compte courant en Franc CFA dans la CEMAC avec de la monnaie électronique

- 2^{ème} sous-question : Est-il possible de procéder à cette opération via une solution de téléphonie mobile ?

➔ **2^{ème} sous-réponse :** Oui

3.11 Sur la 4^{ème} question

- Quels sont les frais de transfert de fonds depuis un pays hors CEMAC vers un pays dans la CEMAC ?
- L'article 4 de l'Instruction n° 002/GR/2019 du 10 juin 2019 relative à la tarification des opérations de transfert, prise en application de l'article 31 ci-dessus, dispose :

« Article 4.- Le taux maximum des prélèvements effectués par les intermédiaires agréées sur les transferts entrant ne peut excéder 0,25% hors taxes du montant de l'opération. (...) »

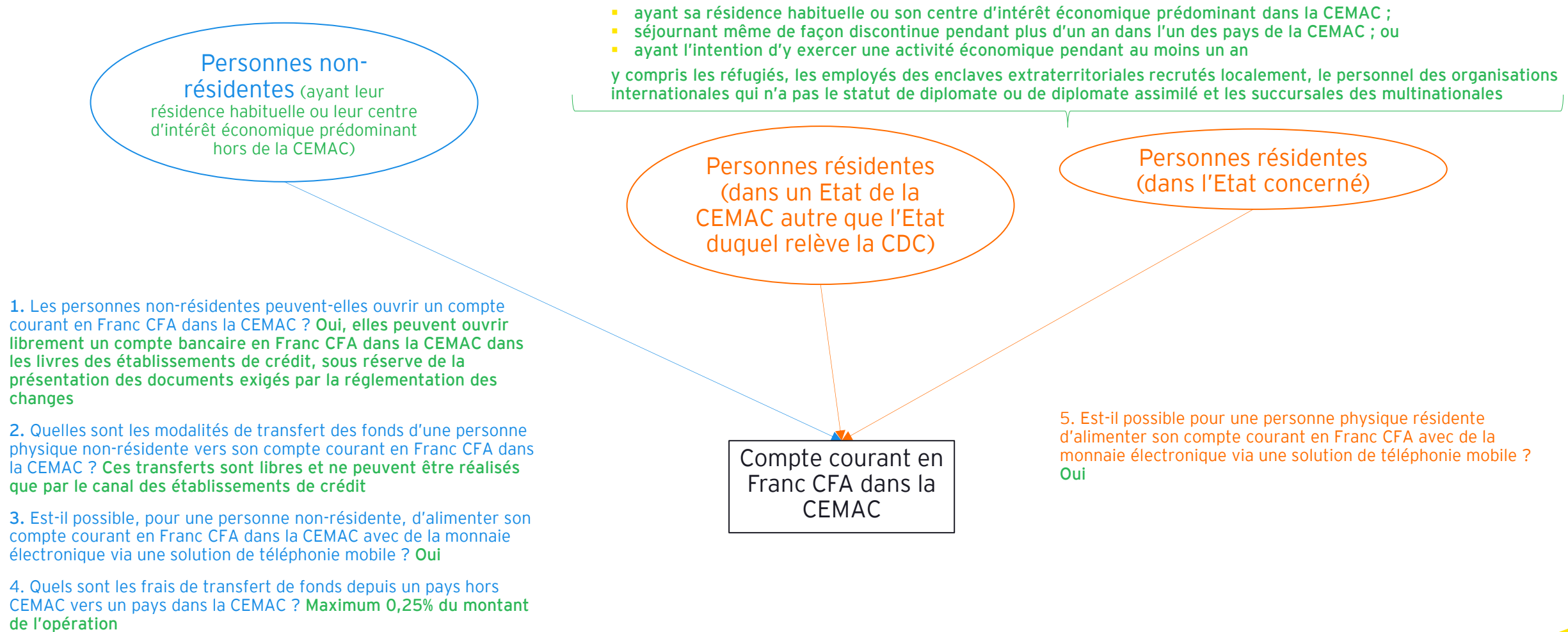
➔ Il ressort de la lecture de ces dispositions que le taux maximum des frais de transfert depuis un pays hors CEMAC vers un pays dans la CEMAC est de 0,25% hors taxes du montant de l'opération

3.12 Sur la 5^{ème} question

- Est-il possible pour une personne physique résidente d'alimenter son compte courant en Franc CFA avec de la monnaie électronique via une solution de téléphonie mobile ?
- La réponse apportée à la troisième question est également applicable à la présente question

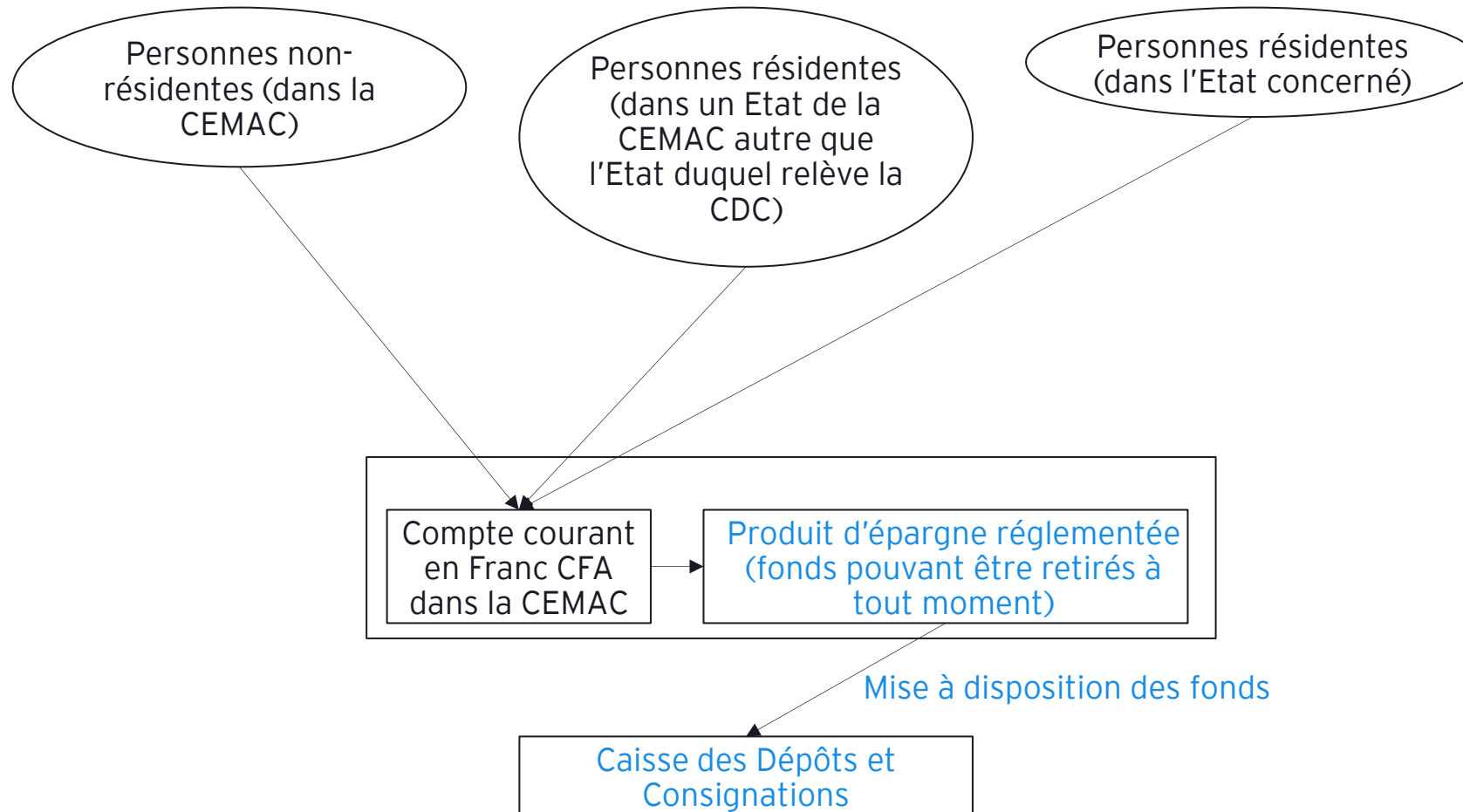
➔ Oui

3.12 Synthèse

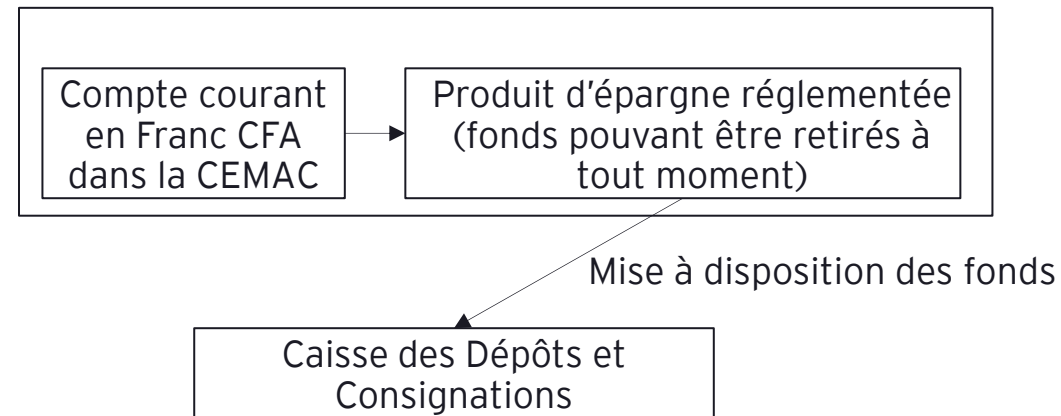


Analyse des règles applicables à la création du produit d'épargne réglementée

4.1 Les flux concernés par l'analyse (en bleu)



4.2 Les questions posées



1. Quelles sont les règles applicables à la création d'un produit d'épargne réglementée ?
- 2, Quelles entités sont habilitées à distribuer les produits d'épargne réglementée ?
- 3, Est-il possible de mettre les fonds déposés dans le produit d'épargne réglementée à disposition de la CDC et de la CDEC ?

4.3 Sur la 1^{ère} question

- Quelles sont les règles applicables à la création d'un produit d'épargne réglementée ?

Règles pertinentes

- Aucune disposition spécifique aux produits d'épargne réglementée n'a été identifiée.
- Dans ce contexte, la question qui se pose est la suivante : quel est le support normatif par lequel un produit d'épargne réglementée peut être créé au Cameroun et au Gabon ?
- La réponse à cette question revient à s'interroger sur les domaines de la loi et du règlement afin de déterminer la nature du support normatif, c'est-à-dire un texte législatif ou réglementaire.

Cameroun

- Les articles 26 et 27 de la Constitution définissent les domaines relevant de la loi et du règlement
- ➔ La création d'un produit d'épargne réglementée ne semble relever d'aucun domaine de la loi. Dans ce contexte, il semble pouvoir être créé par un texte de valeur réglementaire.

Gabon

- Les articles 94 et 95 de la Constitution définissent les domaines relevant de la loi et du règlement
- ➔ L'article 94 de la Constitution prévoit donc que la loi détermine les principes fondamentaux de l'épargne. En conséquence, un texte de nature législative, le cas échéant complété par un texte de nature réglementaire, devra être adopté pour créer un produit d'épargne réglementé.

4.4 Sur la 2^{ème} question (1/2)

- Quelles entités sont habilitées à distribuer les produits d'épargne réglementée ?
- Il convient donc de procéder à une analyse des opérations de banque et d'identifier à laquelle la collecte de l'épargne pourrait se rattacher.

Opérations de banque	La collecte de l'épargne peut-elle être rattachée à cette opération ?
<p>► Réception de fonds du public</p> <p><i>Sont considérés comme fonds reçus du public, les fonds qu'une personne recueille d'un tiers, notamment sous forme de dépôts, avec le droit d'en disposer pour son propre compte, mais à charge pour elle de les restituer</i></p>	Oui
<p>► Octroi de crédits</p> <p><i>Constitue une opération de crédit pour l'application de la Convention du 17 janvier 1992 portant harmonisation de la réglementation bancaire dans les Etats d'Afrique Centrale tout acte par lequel une personne agissant à titre onéreux met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement, ou une garantie</i></p> <p><i>Sont assimilés à des opérations de crédit le crédit-bail, et, de manière générale, toute opération de location assortie d'une option d'achat</i></p>	Non
► Délivrance de garanties en faveur d'autres établissements de crédit	Non
► Mise à la disposition de la clientèle	Non
<p>► Gestion de moyens de paiement</p> <p><i>Sont considérés comme moyens de paiement tous les instruments, qui, quel que soit le support ou le procédé technique utilisé, permettent à toute personne de transférer des fonds</i></p>	Non

- ➔ L'activité de collecte de l'épargne semble donc pouvoir être rattachée à la réception de fonds du public
- ➔ Il convient désormais d'identifier les entités habilitées à recevoir des fonds du public

4.5 Sur la 2^{ème} question (2/2)

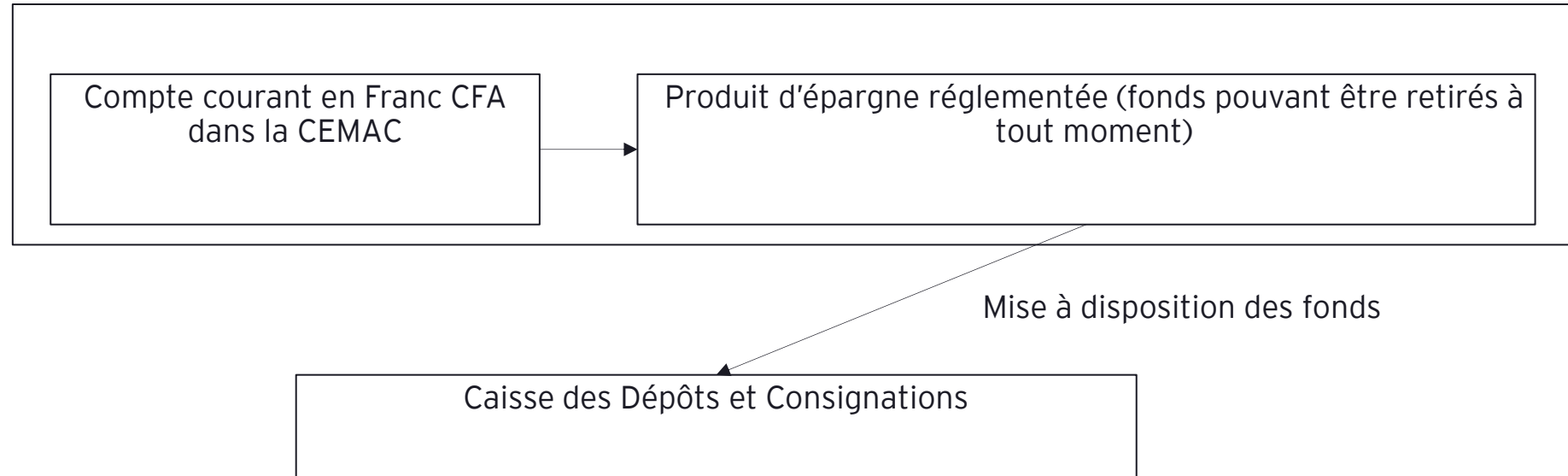
- Quelles entités sont habilitées à distribuer les produits d'épargne réglementée ?
- Nous avons procédé aux analyses suivantes :
 - Analyse de la possibilité, pour les établissements de crédit, de recevoir des fonds du public et de la compatibilité des activités autorisées avec le produit d'épargne réglementée envisagé ;
 - Analyse de la possibilité, pour les établissements de micro-finance, de recevoir des fonds du public et de la compatibilité des activités autorisées avec le produit d'épargne réglementée envisagé ;
 - Analyse de la possibilité, pour les établissements de paiement, de recevoir des fonds du public et de la compatibilité des activités autorisées avec le produit d'épargne réglementée envisagé.
- Il ressort de l'analyse que seules les banques universelles et, sous certaines conditions, les banques spécialisées, qui sont des établissements bancaires (catégorie appartenant aux établissements de crédit), semblent être habilitées à distribuer un produit d'épargne réglementée

4.6 Sur la 3^{ème} question

- Est-il possible de mettre les fonds déposés dans le produit d'épargne réglementée à disposition de la CDC et de la CDEC ?
- D'une part, aucune disposition ne semble interdire cette possibilité.
- D'autre part, il semble que cela soit expressément autorisé. Par exemple, l'article 5 de l'Annexe à la Convention du 17 janvier 1992 portant harmonisation de la réglementation bancaire dans les Etats d'Afrique Centrale précise que :
« Article 5. - Sont considérés comme fonds reçus du public, les fonds qu'une personne recueille d'un tiers, notamment sous forme de dépôts, avec le droit d'en disposer pour son propre compte, mais à charge pour elle de les restituer. (...) »

➔ En conséquence, il semble possible de mettre les fonds déposés dans le produit d'épargne réglementée à disposition de la CDC et de la CDEC

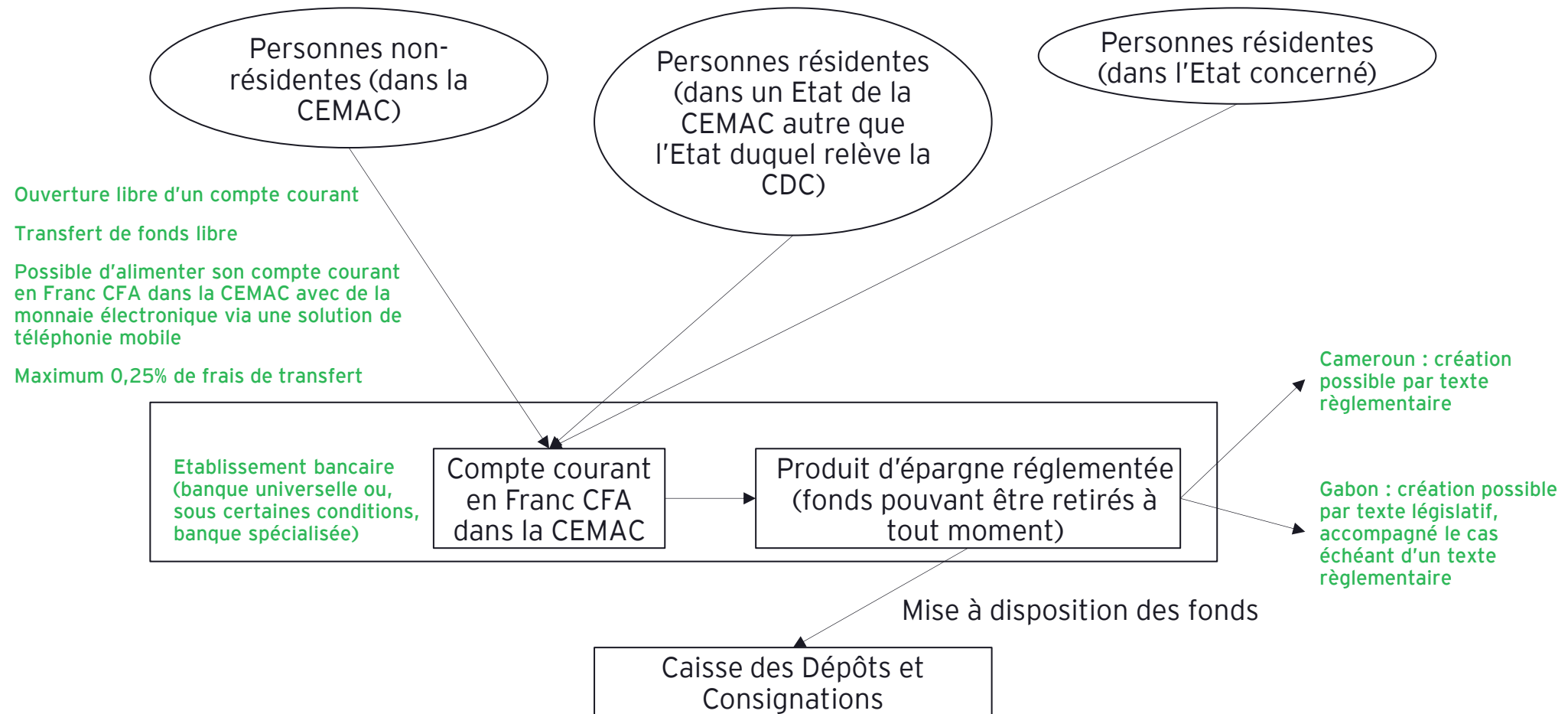
4.7 Conclusion



1. Quelles sont les règles applicables à la création d'un produit d'épargne réglementée ? **Aucune disposition spécifique aux produits d'épargne réglementée n'a été identifiée.**
- 2, Quelles entités sont habilitées à distribuer les produits d'épargne réglementée ? **Les banques universelles et, sous certaines conditions, les banques spécialisées**
- 3, Est-il possible de mettre les fonds déposés dans le produit d'épargne réglementée à disposition de la CDC et de la CDEC ? **Oui**

Conclusion

5. Conclusion



Ernst & Young Société d'Avocats

EY Société d'Avocats est un des cabinets leaders de la fiscalité et du droit. Notre raison d'être est de participer à la construction d'un monde plus équilibré, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients, nos collaborateurs et pour la société, et en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

Nous contribuons à créer les conditions de la confiance dans l'économie et répondons aux enjeux de croissance, de transformation et de gestion des activités de nos clients.

Fortes de nos compétences, nos équipes sont en mesure de décrypter les complexités du monde d'aujourd'hui, de poser les bonnes questions et d'y apporter des réponses pertinentes.

Ernst & Young Société d'Avocats
Inscrit au Barreau des Hauts de Seine
Membre d'Ernst & Young Global Limited

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2025 EY Société d'Avocats.
Tous droits réservés.

ey-avocats.com